

# La propriété foncière, une fiction occidentale

*par Pierre Crétois*

---

**Dans la région de la Volta, la propriété du sol n'existe pas, la terre n'est pas l'objet de transactions marchandes, mais de partages. D'où vient alors que, dans nos sociétés, nous considérons comme parfaitement légitime ce droit à s'approprier une partie du territoire ?**

---

À propos de : Danouta Liberski-Bagnoud, *La souveraineté de la terre. Une leçon africaine sur l'habiter*, Paris, Seuil, 2023, 464 p., 25 €.

Danouta Liberski-Bagnoud propose ici un ouvrage d'anthropologie qui entend produire une réflexion générale sur ce que l'on a pris l'habitude d'appeler en sciences sociales, que ce soit en géographie, en anthropologie générale ou en sociologie, « l'habiter », notion qui renvoie à la façon dont les sociétés se rapportent à l'espace et y composent un monde. Cette notion permet d'éviter toute forme de caractérisation trop précise du rapport des êtres humains à leur lieu de vie.

On comprend assez vite que ce qui intéresse l'auteure est de mettre en question la centralité et l'universalité de l'appropriation privative et des fonctionnements de marché qui se sont imposées au monde entier à partir des pays industrialisés façonnés par les pratiques commerciales. Bien qu'elle s'appuie sur les données ethnologiques recueillies sur son terrain, la région de la Volta (fleuve qui traverse le Burkina-Faso, le Ghana, le Mali, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Togo), l'auteure propose une réflexion

large sur la propriété foncière et, plus généralement, sur le rapport que les sociétés humaines entretiennent avec la terre.

L'essentiel de sa thèse consiste à contester à la fois les institutions internationales dans leur effort pour imposer la propriété privée des terres au nom d'une conception occidentalocentrée du développement, et ceux qui parmi les anthropologues ont pu chercher des formes de propriété dans des communautés humaines où ce concept n'a, en réalité, aucune signification. Elle nous invite ainsi, par la comparaison des pratiques, à une réflexion sur nos tendances ethnocentriques et à penser d'autres types de rapport avec la terre que le rapport propriétaire.

## **L'ordre dévastateur du marché**

L'auteure montre que les perspectives de développement économique par la propriété privée et la marchandisation du foncier telles qu'elles ont pu être portées par les institutions internationales comme la Banque mondiale, loin d'aboutir aux perspectives d'amélioration souhaitées, ont conduit plutôt à une forme de « deshabitation du monde » :

« Le forçage en terre africaine de la propriété privée (autrefois dans les pas de la colonisation, aujourd'hui dans ceux de l'accaparement des terres, de l'agro-business et de la spéculation) emporte avec lui toute la violence du rapport déterritorialisé au sol qu'édicte le concept même de propriété privée. » (p. 144)

On peut faire remonter les racines de l'idéologie qui justifie ces politiques à la période moderne en Europe avec John Locke qui développa une nouvelle conception de la propriété, les physiocrates qui firent de la terre la source de la richesse et enfin avec le développement de l'économie capitaliste qui achève de constituer la terre en une « simple marchandise » (p. 49).

Dans ce cadre, la thèse de l'anthropologue Alain Testart fait notamment l'objet d'une longue discussion. Celui-ci entendait montrer, contre la croyance défendue par Morgan, par exemple, dans l'existence d'un communisme originel, que la plupart des sociétés traditionnelles connaissent des formes d'appropriation privative et d'aliénation des terres. L'auteure montre, au contraire, que le concept même de propriété est absent des terrains qui sont les siens et qu'interpréter l'habiter des populations de l'aire voltaïque sous le prisme de la propriété privée revient à trahir et à travestir la façon dont elles vivent et parlent de leur rapport à l'espace et à la terre.

En réalité, « il ne fait aucun doute que le rapport au sol d'une communauté villageoise [de cette région] est fondé sur le partage (et le don) de la terre et l'interdit de la vendre » (p. 189). Aussi, face au « forçage du concept moderne de propriété privée » (p. 111), qui est largement le fait d'une approche occidental-centrée, l'auteure propose de faire entendre la voix alternative des sociétés voltaïques.

## **Le conflit des fictions fondatrices**

Plus généralement, l'auteure reproche à bien des anthropologues d'avoir tendance à projeter des représentations qui leur appartiennent sur les sociétés qu'ils étudient. Pensons aux notions d'animisme ou de perspectivisme qui sont appliquées aux sociétés non européennes, alors même que ces notions ne sont pas endogènes. Y compris les anthropologues qui discutent et relativisent les catégories occidentales comme l'opposition nature-culture continuent de leur accorder un rôle structurant, quand ils cherchent, dans les sociétés non européennes, la façon dont celles-ci se dessinent d'une tout autre manière.

Au contraire, une approche comparatiste qui englobe nos représentations « conduit au ras des mots et des gestes, dans le détail des pratiques rituelles et ordinaires [...] permet le décentrement épistémologique à l'encontre de la métaphysique occidentale » (p. 94). Il s'agit de revenir aux modes d'habiter pour ce qu'ils sont en les comparant aux nôtres, mais sans jamais les confondre, afin de ne pas en biaiser l'analyse par l'usage de concepts qui leur seraient extérieurs et les feraient voir à partir de fictions fondatrices qui ne sont pas les leurs.

Dans ce cadre méthodologique, le droit de propriété privée foncière relève, selon l'auteure, des fictions juridiques fondatrices proprement occidentales qui ont été importées dans les pays africains avec la colonisation. Or ceux qui voient la terre comme quelque chose qui serait disponible à l'appropriation privative n'ont pas conscience « qu'il s'agit d'une fiction, bien étrange en réalité, car de toute évidence, un terrain n'est pas un objet qui circule, mais un espace indéménageable » (p. 153). Une telle fiction permet de faire comme s'il était possible de séparer un pan de territoire de l'ensemble auquel il appartient, et de le faire circuler par l'échange marchand. Or « la fiction économique de la terre marchandise, source de profits financiers, ainsi que la fiction juridique d'une terre comme bien privatisable qui est venue la renforcer et la

relayer, font assurément figure d'étrangeté hors de la matrice symbolique qui les a engendrées » (p. 260).

L'existence des fictions juridiques fondatrices manifeste le fait que dans toutes les sociétés « la réalité succombe pour être reconstruite de façon légale » (p. 142). Ainsi « l'agir rituel façonne la réalité, il la (re)construit d'une façon légale, bref, il l'institue » (p. 142). Le monde du rite, comme le monde légal fait « comme si » la réalité était le décalque fidèle de la représentation que l'on s'en fait, alors qu'elle n'en est que l'ombre projetée. Or, comme Polanyi l'a déjà montré, la propriété privée de la terre est une fiction fondatrice des sociétés de marché, mais n'a rien d'universel. À l'inverse, les sociétés de l'aire voltaïque disposent de leurs propres fictions pour déterminer leur rapport à la terre ; or « rares sont les études sur le foncier qui ne recourent pas à des modèles, des théories et des concepts forgés dans l'histoire sédimentée des sociétés occidentales pour analyser les 'pratiques' du Sud, en les détachant des systèmes de pensée qui les pénètrent » (p. 210).

## La souveraineté d'une terre inappropriable

Aussi l'auteure reproche-t-elle à beaucoup d'anthropologues qui ont travaillé sur les sociétés africaines d'avoir projeté des représentations fabriquées en occident sur les sociétés qu'ils étudiaient et aux institutions internationales d'imposer comme une vérité universelle ce qui n'est qu'une fabrication particulière.

Pour contrer ces tendances théoriques et politiques, l'auteure se concentre sur la figure des « gardiens de la Terre » qui sont des dignitaires dont le rôle est de délimiter et d'attribuer des terrains aux familles. Du fait du pouvoir qui est le leur, certains ont voulu décrire cette institution dans le cadre des fictions juridiques européo-centrées en les présentant comme des souverains modernes ou des propriétaires éminents à l'image des seigneurs médiévaux. Face à cela, Danouta Liberski-Bagnoud montre que ces « gardiens de la Terre » n'en sont ni les propriétaires ni les souverains, ils sont, en réalité, garants de son inappropriabilité et, ce faisant, sont au service de sa souveraineté propre :

« Dans les sociétés voltaïques [...], les hommes n'exercent aucune souveraineté *sur* la Terre, mais ils sont les sujets *de* la souveraineté que la Terre exerce sur eux. La Terre n'appartient à personne d'autre qu'à elle-même, nul organe supérieur ne la commande, sa souveraineté ni ne se délègue ni ne se partage entièrement. Cette

fiction que construisent les rites et les mythes fonde le régime de partage de la terre. Partage éphémère, non inscrit dans la durée d'un rapport de force, qui tient la durée d'une vie humaine, et répond ainsi à un principe d'équité, car il empêche toute entreprise qui viserait à l'accumulation de portions de terre, au détriment du reste de la collectivité. » (p. 321)

Cependant, il faut se garder de faire de la Terre une souveraine au sens occidental d'une personnalité juridique qui pourrait imposer sa volonté en dernière instance, parce que ce n'est pas une personne. La Terre n'est ni une personne ni un bien (p. 285). Dans les sociétés voltaïques, la Terre est la source intarissable de la vie dans laquelle toute vie doit trouver sa place, et c'est en ce sens qu'elle exerce son pouvoir sur les hommes. La Terre apparaît comme l'instance qui anime le rapport aux espaces qu'elle contient : le village, la brousse, les lieux sacrés, la délimitation de nouveaux espaces voués à la culture sont autant de lieux qui ne peuvent exister qu'avec l'accord de la terre. Le rôle des « gardiens de la Terre » est alors d'assurer l'harmonie entre l'ordre de la Terre et ceux qui veulent y trouver place. La Terre, dans ce cadre, ne saurait être un bien, elle « n'appartient qu'à elle-même » et son inappropriabilité apparaît comme « la condition d'un mode de l'habiter en commun » (p. 374-375).

Cette représentation éloignée de la fiction juridique d'une terre envisagée comme un bien séparable du territoire auquel elle appartient dépend de « la fiction rituelle qui construit la terre *comme si* elle était la figure de l'autorité suprême, garante du noyau des interdits fondamentaux qui permettent aux sociétés de tenir ensemble » (p. 327-328). En ce sens, la Terre, conçue comme une instance, supporte, ordonne et fait vivre le corps commun de la société et doit être distinguée de la terre conçue comme un simple fonds ; la deuxième est incluse, dépend et ne peut être comprise sans la première. Cette distinction permet ainsi d'opérer un retour critique sur notre civilisation qui aurait ainsi oublié le souci de la Terre dans des fictions qui poussent au contraire à des processus qui favorisent la déshabitation.

Le geste théorique comparatiste qu'opère Danouta Liberski-Bagnoud permet de prendre un peu de distance à l'égard de nos représentations en nous montrant qu'il peut exister des rapports à la terre sans propriété privée. Ces autres formes de l'habiter produisent d'autres manières de s'approprier la terre non captatrices et ouvertes sur le commun. Ce faisant, le geste théorique opéré dans l'ouvrage permet de réfléchir, sous un angle anthropologique, à la notion de fiction juridique beaucoup travaillée en droit, en exhibant ce que nos institutions contiennent d'artifices à la fois factices et producteurs de réalité sociale. Il met ainsi en évidence ce que Castoriadis avait nommé

l'institution imaginaire des sociétés. Sur ce plan l'ouvrage, dont bien des formulations sont très évocatrices, revêt toute sa pertinence. Il permet d'ouvrir les horizons d'un autre rapport possible à la Terre sans pour autant laisser croire que les sociétés voltaïques seraient plus authentiques ou plus proches de la nature. Elles entretiennent seulement un rapport autre à la nature qui n'a pas besoin du mythe de la domination du monde et des choses et qui ne la réduit pas à un ensemble de ressources utiles à exploiter. Le grand intérêt de l'ouvrage réside dans l'usage spéculatif qui est fait de la comparaison étroitement menée entre le rapport occidental à une terre de plus en plus déshabitée avec les formes de l'habiter des peuples de la Volta. Il y a, certes, un risque d'idéalisation, mais, à l'issue de la lecture, on se dit qu'à l'aune des résultats spéculatifs qu'il permet d'obtenir, il mérite d'être couru.

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 21 juin 2023.